

Communiqué de presse –

Embargo jusqu'au 2 novembre 2011, 00.01 GMT

Les entreprises des géants émergents, Chine et Russie, sont les plus susceptibles de verser des pots-de-vin à l'étranger

Berlin / Berne, 2 novembre 2011 – Soudoyer des fonctionnaires en faisant des affaires à l'étranger est une pratique courante, selon une enquête réalisée sur 3 000 chefs d'entreprises de pays développés ou en développement (le „Bribe Payers Index“ ou BPI).

L'enquête 2011 sur la Corruption des Pays Exportateurs de Transparency International, publiée aujourd'hui, classe 28 des plus grandes puissances économiques du monde en fonction de la probabilité perçue de leurs entreprises à verser des pots-de-vin à l'étranger. Les entreprises russes et chinoises, qui ont investi 120 milliards de dollars US hors de leurs frontières en 2010, sont perçues comme les plus susceptibles de verser des pots-de-vin à l'étranger. En revanche, les entreprises suisses et néerlandaises sont le moins susceptibles de le faire : en effet les Pays-Bas et la Suisse figurent en tête du BPI avec un score de 8.8 sur 10.

Il ne ressort de l'enquête aucune amélioration sensible du score moyen des 22 pays qui ont déjà été couverts par le BPI en 2008. Celui-ci était de 7.8 il y a trois ans et est de 7.9 actuellement.

Aucun des 28 pays n'a atteint le score maximum de 10. L'écart entre le score de 8.8 et 10 montre que les entreprises suisses sont prêtes à payer des pots-de-vin à des agents publics étrangers bien que cela soit interdit depuis 2000.

La corruption par secteur d'activité

L'indice de Corruption des Pays Exportateurs étudie la propension des entreprises, dans 19 secteurs spécifiques, à se livrer à des actes de corruption et à exercer une influence excessive sur les gouvernements : Les entreprises du bâtiment et de travaux publics obtiennent les plus mauvais résultats de l'enquête. Il s'agit d'un secteur où le contournement des règles et l'exécution insuffisante peuvent avoir des effets désastreux sur la sécurité publique. L'industrie gazière et pétrolière est également un secteur perçu comme particulièrement propice au versement de pots-de-vin.

L'impact de la corruption transnationale

Au cours de l'enquête, des dirigeants de sociétés internationales ont signalé la pratique généralisée de versements de pots-de-vin par les entreprises à des fonctionnaires, de manière à remporter des appels d'offres, se soustraire à la réglementation, accélérer les procédures gouvernementales ou encore influencer l'élaboration des politiques publiques.

Cependant, les entreprises ont une tendance presque comparable à verser des pots-de-vin à d'autres entreprises, selon la présente étude, qui s'intéresse pour la première fois à la corruption entre sociétés privées. Ces résultats suggèrent que la corruption est non seulement une préoccupation pour le secteur public, mais également pour le secteur privé, comportant des risques financiers et réputationnels majeurs pour les sociétés impliquées.

« Il est clair que les pots-de-vin demeurent une pratique routinière pour de trop nombreuses sociétés et interviennent dans leur relations commerciales, pas seulement avec les fonctionnaires. De plus, les sociétés qui ne parviennent pas à empêcher les pots-de-vin dans leur chaîne d'approvisionnement courent le risque d'être poursuivies pour des actions imputables à leurs employés ou leurs partenaires commerciaux », déclare Huguette Labelle.

La corruption, dans le secteur privé aussi bien que dans le secteur public, affecte toute la chaîne logistique: elle entrave une concurrence loyale, est la source de coûts supplémentaires pour les entreprises et désavantage les petites entreprises et les startups, qui ne peuvent s'affirmer dans un tel environnement, ou les entreprises qui se refusent à payer des pots-de-vin. Elle affecte par ailleurs également la qualité des biens et services.

La responsabilité des entreprises

En s'engageant clairement dans la prévention et la répression pénale, les gouvernements doivent assumer un rôle-clé dans la lutte contre la corruption et créer des conditions-cadre correspondantes. Les entreprises sont également appelées à s'engager :

- Chaque entreprise devrait développer et mettre en place un programme anti-corruption. Il est important que la direction et les cadres montrent l'exemple d'une tolérance zéro à l'égard de la corruption. Les petites et moyennes entreprises devraient également introduire un programme anti-corruption adapté à leur taille et leur structure.
- Les risques de corruption et de pots-de-vin peuvent se répartir dans toute la chaîne logistique. Le programme anti-corruption de l'entreprise doit être communiqué aux partenaires et aux fournisseurs et il doit être exigé de ceux-ci qu'ils mettent en place un programme équivalent. La responsabilité ne doit pas simplement être déléguée à des agents ou des intermédiaires.
- Le statut des donneurs d'alerte ou « whistleblowers » joue en rôle central dans le dispositif : ils doivent avoir la possibilité d'annoncer des violations du programme de l'entreprise par des canaux appropriés.

Faiblesses du droit suisse anti-corruption

Pour TI-Suisse la législation suisse concernant la corruption privée est insatisfaisante. En effet, en Suisse, la corruption entre privés n'est poursuivie que sur plainte; faute de plainte, les autorités ne peuvent ouvrir une enquête. TI-Suisse demande que la corruption privée devienne un délit d'office afin d'empêcher que des actes de corruption restent impunis.

Lien pour le rapport complet: http://www.transparency.ch/de/PDF_files/BPP/BPI_2011_embargo.pdf

Note aux éditeurs : l'Indice de Perception de la Corruption, qui classe les pays selon leur niveau de corruption perçue dans le secteur public, sera publié le 1er décembre 2011.

###

Transparency International Suisse (www.transparency.ch) est la section suisse de Transparency International. Elle s'engage pour la prévention et la lutte contre la corruption en Suisse.

Pour de plus amples informations :
Transparency International Schweiz
Anne Schwöbel, directrice
Jean-Pierre Méan, président
031 382 35 50

info@transparency.ch
www.transparency.ch